



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 2 juillet 2014 à 14h00

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, CAUSSE, CHANTRE, COUTURE, DUBERTRAND, DUZER, GUILHAS, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM CASTAINGS et LAJUX

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, DARRIEUX, FAUQUE et VERDIER



Foncier : Autorisation de cession du seuil d'Haitze au Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive

Exposé des motifs

Le seuil d'Haitze est situé sur la Nive et est exploité par le Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive pour la production d'eau potable. Il doit faire l'objet de travaux de restauration pour répondre aux obligations réglementaires relatives à la continuité écologique. Des conventions existent entre l'Institution propriétaire du seuil et le Syndicat lui conférant la gestion, la maintenance et l'entretien du seuil.

Les échanges récents traitant des travaux à mettre en œuvre ont démontré l'intérêt du Syndicat pour la reprise d'une propriété pleine et entière du seuil. Pour des questions de responsabilité et d'incertitude sur le porteur des travaux, il apparaît plus intéressant pour l'Institution d'accéder à cette demande à titre gratuit.

Il est donc proposé d'autoriser le Président à signer tout acte permettant la cession du seuil au Syndicat.

Après explications complémentaires des services de l'Institution,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

Monsieur le Président est chargé par délégation du Conseil d'Administration d'engager toutes démarches et de procéder à la signature de tout acte permettant la cession du seuil d'Haitze au Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive pour la production d'eau potable

Article 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Article 4

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER